Fr. C. 1. 1514
Case FRE 1917

COUP-D'ŒIL

SUR LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE,

OU

Précis historique des évènemens qui l'ont accompagnée, depuis la convocation des Etats-Généraux jusqu'au mois Fructidor, an 2 de la République Française;

PAR CLAUDE GLEIZAL,

Député à la Convention Nationale.

A Paris, de l'imprimerie de GUFFROI, rue Honoré, Cour des Capucins, no. 35.

THE NEWBERRY LIBRARY

AVERTISSEMENT.

La seconde partie de cet ouvrage paroîtra incessamment. Elle contiendra des notes et des pièces très-curieuses sur les époques les plus mémorables de la révolution ; sur les travaux des trois assemblées nationales ; sur le jugement du ci-devant roi ; sur les conspirations de Jalès, de Dussailland, de la Lozère, de la ci-devant Bretagne, de Dumouriez, de la Vendée, de Lyon ; sur le fédéralisme du Midi ; sur la guerre, etc....

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

COUP-D'OEIL

SUR

LA RÉVOLUTION FRANÇOISE;

Par Claude GLEIZAL,

Membre de la Convention nationale.

Renoncer à la Liberté, c'est renoncer à la qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs.

(*J. J. Rousseau.*)

DEPUIS plusieurs siècles, des loix arbitraires et fiscales pesoient sur la vie et sur la fortune du peuple françois. Les despotes abreuvés de son sang et de ses sueurs l'avoient accablé par tous les genres d'oppression et d'avilissement. Des impôts vexatoires, levés par contrainte, multipliés selon le caprice ou le besoin de ceux qui les ordonnoient, absorboient le fruit de ses travaux.

La cour, la noblesse, le clergé, les parlemens, les intendans et leurs valets exercoient sur lui le pouvoir arbitraire de la féodalité. Ces corps monstrueux s'étoient partagé exclusivement la souveraineté nationale. Le peuple n'étoit compté au gouvernement que pour être pressuré. Les dépradations inséparables du luxe et du faste insolent de ces sangsues, avoient entiérement ruiné la fortune publique. Le peuple écrasé par une misère profonde et par les calamités continuelles d'un despotisme absolu, ne pouvoit trouver des ressources que dans un nouvel ordre des choses. Il invoqua la liberté, et la liberté vint briser ses chaînes.

C'est donc à l'énormité des malheurs du peuple et des forfaits de ses oppresseurs, qu'est due cette sainte révolution qui détruit les préjugés et les abus; épouvante le crime, régénère les mœurs, fait triompher la nature et l'égalité; assure le régne de la vertu, de la raison, de la justice, et prépare le bonheur de l'espèce humaine : de même, c'est aux motifs sublimes de la révolution qu'il faut attribuer la cause de cette lutte terrible qui existe entre la liberté et ses ennemis, et qui finira par l'affermissement de l'une et l'anéantissement des autres.

Depuis la convocation des états-généraux, le crime est aux prises avec la vertu : depuis cette époque mémorable tous les genres de conspiration et de perfidie ont menacé la liberté publique. Il n'est pas de complots que le génie tutélaire de la France n'ait eu à déjouer; il n'est pas d'obstacle que le Peuple François n'ait eu à vaincre, de privations à s'imposer, d'efforts généreux à faire contre les assassins de l'humanité, et lorsqu'il a eu le courage et le bonheur de résister à toutes les secousses de la révolution, lorsqeu sa liberté n'a pas péri au milieu des trahisons, des orages et des écueils

dont elle a été environnée, on peut soutenir sans crainte qu'elle est impérissable.

A peine les députés aux états-généraux sont-ils rendus à Versailles, que la cour, la noblesse et le clergé, méconnoissant toujours la souveraineté du peuple, veulent soumettre ses représentans à la délibération par ordre, pour ne laisser que le tiers des suffrages à ce qu'ils appelloient insolemment le tiers-état. Le peuple soutient ses droits, encourage ses représentans; ceux-ci se constituent en assemblée nationale; la prétention insolente des privilégiés est proscrite, et cette importante victoire du peuple sur ses oppresseurs est le présage de son salut.

Un tyran exécrable insultant à la majesté nationale, vient dicter des loix aux représentans du peuple, et menace leur liberté par la violence. Le peuple entoure ses représentans, qui bravent les dangers dont les menace un appareil formidable, et jurent, au milieu des canons et des bayonnettes qui cernent leur enceinte, de ne se séparer qu'après avoir présenté une constitution à la France.

A cette tentative criminelle succéda bientôt une entreprise plus abominable encore de la part du despotisme. Il s'agissoit de dissoudre l'assemblée nationale et de remettre tous les pouvoirs entre les mains du tyran. Des troupes nombreuses cernent la commune de Paris, des brigands se répandent dans les environs pour porter la terreur sur tous les esprits. Déjà le sang le plus pur a coulé dans Paris, mais le peuple jure de résister à l'oppression; repousse les hordes barbares qui devoient l'égorger, s'empare de vive force de la Bastille, et l'immortelle insurrection du 14 juillet sonne le tocsin de la liberté dans tous les cantons de la France. Par-tout le peuple répète le même serment, il prend les armes pour sa propre

défense et bientôt on voit en France, autant de gardes nationales que de citoyens, disposés à combattre pour la cause de la liberté.

Mais la cour et ses suppôts désespérant de subjuguer le peuple par la force, imaginent des perfidies d'un autre genre. Le clergé et la noblesse après la réunion des trois ordres, prennent le ton d'une générosité hypocrite. Ils font, dans la séance du 4 août, le sacrifice simulé de quelques usurpations, pour séduire le peuple, se procurer des partisans et éviter, s'il eût été possible, l'entière abolition de la féodalité; tandis qu'elles complottent dans le mistère du secret le départ du tyran et de sa famille pour Metz : heureusement les gardes du corps, dans l'yvresse d'une joie parricide, dévoilent la trame par une orgie scandaleuse qui eut lieu le premier octobre, et qui avertit le peuple de ses nouveaux dangers. Tous les greniers étoient fermés pour les citoyens de Paris, lorsque pressés par la famine au milieu de l'abondance, et par les périls qui les menaçoient, ils se rendent à Versailles et sauvent pour la seconde fois la patrie, en déterminant, dans la nuit du 5 au 6 octobre, l'assemblée nationale et la cour, à fixer leur demeure à Paris.

Un prince, ou plutôt un brigand de la cour, quelques nobles méprisables et quelques prélats insensés sortent de France pour aller soulever, contre leur patrie, tous les rois de l'Europe et les intéresser à leur sort. Leurs complices restent les uns à l'assemblée nationale, pour la diviser, et conspirer en faveur de la cour : les autres, dans l'intérieur de la France, pour y secouer la torche de la guerre civile, y ordonner, au nom du ciel, des mouvemens séditieux, des massacres et des croisades. Le sang coule à Nancy, à Nismes, à Montauban et dans plusieurs autres lieux

de l'empire, tout est disposé pour le prochain triomphe du despotisme. L'infâme Bouillé dirige le plan d'évasion de la famille royale, et c'est par un de ces phénomènes que la liberté seule produit, que ce plan n'est pas entièrement exécuté. Enfin, le roi part avec sa famille le 20 juin, mais ils sont arrêtés à Varennes et reconduits à Paris.

C'est dans cette circonstence véritablement grave, que l'assemblée nationale trahit la cause qu'elle avait juré de défendre. Au lieu de punir le parjure qui avoit déserté son poste pour perdre la France, et de profiter de l'opinion publique pour anéantir le despotisme, elle transigea lâchement avec lui; au lieu d'écouter la voix du peuple qui demandoit vengence contre le traître et ceux qui avoient favorisé son évasion, elle devint leur complice, et le peuple pour avoir réclamé justice, fut assassiné au Champ-de-Mars le 14 juillet 1791.

Cette faute ou plutôt ce forfait de l'assemble nationale a occasionné les plus grands maux au peuple françois. C'est alors qu'elle se montra indigne de sa confiance; c'est alors qu'après avoir honteusement composé avec le crime. Elle fit la révision des articles constitutionnels qui consacroient les droits éternels du peuple, et présenta à la France un pacte monstrueux qui laissoit au monarque tous les moyens de le rendre nul ou efficace à son gré, et ne laissoit au peuple que la crainte trop fondée d'être plus que jamais chargé de fers.

L'assemblée constituante est remplacée par l'assemblée législative. Il y avoit peu de nobles et de prêtres parmi les membres de celle-ci; cependant le peuple vit bientôt qu'il n'y pouvoit compter que quelques défenseurs zélés, mais impuissans pour lutter contre la cour protégée par la majorité du corps légis-

latif. Les troubles de l'intérieur se répètoient et alloient toujours croissans. Dusaillant conspiroit au Midi, tandis que les puissances étrangères faisoient des préparatifs considérables pour nous attaquer au Nord; les émigrations devenoient chaque jour plus fréquentes; et les seuls décrets que l'assemblée législative eut fait pour le peuple, contre ses ennemis, les émigrés, les prêtres et les nobles, furent paralisés par le véto du tyran. La cour avoit déjà corrompu, non-seulement la majorité du corps législatif, mais encore la majorité des autres agens du peuple, et tous les états-majors de nos troupes. La contre-révolution lui paroit infaillible, et c'est alors que la guerre est déclarée.

Notre armée sans munitions, sans approvisionnemens, étoit désorganisée. le scélérat Lafayette étoit à sa tête, pour protéger plutôt que pour combattre celle des ennemis. Il soutenoit la cause du tyran et il tourna ses armes contre la France, il fit même arrêter des commissaires du corps législatif; cet exemple fut ensuite suivi par Dumourier. Nos places fortes se trouvoient sans défenses, et étoient promises, par la trahison, aux ennemis. Il ne fut pas difficile au roi de Prusse de s'emparer de Longwi et de Verdun, au nom du roi des François.

Le peuple de Paris savoit bien que la source du mal etoit au château des Thuilleries. Il fit connoitre son vœu, sur-tout ses craintes le 20 juin 1792 : il demandoit à grands cris, un remède aux maux de la patrie, la déchéance du tyran : ce vœu étoit répété par plusieurs sections de la république; mais la majorité du corps législatif étoit sourde à la voix du peuple. Les administrations des départemens et les généraux s'étoient coalisés pour improuver cette demande. Cependant le mal étoit à son comble par le véto et l'inertie de Louis 16, et il ne restoit au peuple que la voie de

l'insurrection pour se sauver lui-même. En attendant, le roi ramassoit des troupeaus de brigands, armés de poignards, dans son château, pour assassiner le peuple; tandis que les tyrans de Vienne et de Berlin faisoient avancer leurs colonnes et menaçoient d'arriver dans peu de tems à Paris. C'en étoit fait de la liberté, sans le généreux dévouement, sans l'infatigable surveillance du peuple de cette commune.

La journée du 10 août décida des destinées de la France. Le tyran avoit calculé qu'elle devoit affermir son règne despotique; mais par un résultat contraire, elle opéra la chûte de son trône. Le combat s'engage entre les amis de la liberté et les soldats du tyran. Des flots de sang sont répandus par la main sacrilège des suisses, qui, d'après l'ordre de leur maître, tirent sur le peuple, tout en feignant de l'embrasser. Cependant la victoire reste à celui-ci. La déchéance est enfin prononcée. Le tyran et sa race sont enfermés au Temple. On réunit des forces pour repousser les ennemis; et la Convention nationale est convoquée. Elle se réunit le 20 septembre 1792.

A sa première séance, la royauté est abolie en France, la république est proclamée. Dans le même temps, les ennemis sont battus dans la Champagne, toutes ces nouvelles sont publiées à-la-fois. Le peuple croit que ses représentans et les généraux de ses armées sont tous également dignes de sa confiance, et opéreront son salut. Mais un grand coupable devoit être puni par la Convention nationale, c'étoit Louis 16. Il avoit des amis dans le sénat françois. Il s'y forma un parti puissant pour le sauver, ou plutôt pour sauver la royauté, et quoique les crimes de Capet fussent aussi énormes et aussi publics que les maux du peuple dont ils étoient la cause, cette affaire qui auroit dû se terminer dans un jour, fit perdre trois mois de

tems en personnalités. Ce ne fut que le 21 janvier que le tyran porta sa tête à l'échafaut; et ce fût le jour même de sa condamnation, que ses partisans firent assassiner Lepelletier, pour avoir voté sa mort (1).

De leur côté, les généraux d'accord avec la faction royaliste qui déchiroit la France, combattoient non pour le peuple, mais pour le rétablissement de la royauté. Ce fut dans la Champagne qui auroit dû être le tombeau de toutes les armées ennemies, que ces généraux perfides conclurent la contre-révolution avec le tyran de Prusse. Aussi notre armée ne servit qu'a protéger la retraite de l'armée ennemie. Custines envahit le Palatinat, fait fusiller des volontaires à Spire, et ensuite massacrer le deux décembre, par l'effet d'une trahison insigne, des bataillons entiers à Francfort, dégarnit nos places fortes, pour porter nos munitions de guerre et de bouche à Mayence qu'il doit ensuite livrer à la cour de Berlin. Dumourier se charge d'exécuter l'autre partie du plan dans les Pays-Bas-Autrichiens.

Cependant les villes de Lille et de Thionville résistent aux sièges les plus meurtriers. Les autrichiens sont complettement battus à Gemmapp, et la Belgique est envahie par Dumourier, comme la Savoie l'est par Montesquiou; et le pays de Nice par An-

(1) les partisans du roi avoient imaginé, pour le sauver, de soumettre son jugement à la ratification du peuple dans ses assemblées primaires. Cette prétention astucieuse entraînoit des maux incalculables, et elle fut condamnée. S'agissoit-il donc de la destruction de Carthage? cependant le sénat de Rome en décida sans attendre la voix du peuple. D'ailleurs, la nation françoise n'avoit-elle pas suffisamment exprimé son vœu, en acceptant la république, en demandant le jugement du parjure, qui avoit voulu l'immoler à la fureur de ses ennemis?

selme et Trugnet. Mais tandis que le peuple françois chantoit les victoires de ses armées, tandis que les habitans des pays conquis à la liberté votoient leur réunion à la France; tandis que nous leur prodiguions nos secours, nos conseils et nos ressources, le traître Dumourier ruinoit le trésor public de la France, dévastoit les Pays-Bas Autrichiens; et combinoit en secret la perte entière de la république. Il fait d'abord mine d'entrer dans la Hollande, s'empare de Bergop-zom, de Gertruidemberg, de Bréda, et fait semblant d'assiéger Mastrict; tandis qu'il avoit dispersé nos forces dans la Belgique, et les avoit laissées hors d'état de défense. Nos approvisionnemens immenses avoient été mis à la portée des ennemis; il fut facile à Cobourg de s'en emparer. Nos armées étoient dispersées pour être battues; nos défenseurs sont inhumainement massacrés à Aix-la-Chapelle, à Liège, à Tirlemont, à Bruxelles. Le siège de Mastrict est levé avec précipitation : les débris de nos armées se retirent sans ordre vers les frontières du Nord; et c'est alors que l'infâme Dumourier tourne ses armes contre sa patrie. Il se réunit à Cobourg, livre à celui-ci des commissaires de la Convention et le ministre de la guerre; séduit une portion de son armée dont il dirige la marche sur Paris; somme les villes frontières de lui ouvrir leurs portes, et déclare insolemment qu'il veut rétablir la royauté en France. Cobourg arrive devant Condé et Valenciennes; et le roi de Prusse profitant de la défaite de nos armées, au Nord, investit Mayence, et s'avance sur Landau et les lignes de Wissembourg; tandis que d'un autre côté, nous éprouvions des revers dans la Sardaigne.

C'est à cette époque trop mémorable que la rébellion de la Vendée, combinée de longue main avec la trahison de Dumourier, prend de la consistance. Charrier en fomente une autre dans la Lozère. D'autres

mouvemens dangereux se font sentir à Paris et en divers lieux de la république. Le recrutement de 300,000 hommes, ordonné par le décret du 24 février 1793; la religion, les subsistances, sur-tout la royauté, en étoient la cause ou le prétexte. C'est alors aussi que les actes d'hostilité de l'Espagne, de l'Angleterre et du Statouder forcent la république à leur déclarer la guerre; et que les ennemis comptant sur la désorganisation totale de notre marine et l'impuissance de nos ressources, crurent nous maîtriser à-la-fois sur mer et sur terre.

Le génie de la liberté résista à cette conjuration infernale; mais on la croyoit détruite, lorsque tout à coup elle reparoit sous une forme nouvelle, plus hydeuse que la première. L'esprit public étoit corrompu par des libelles que payoit l'or de Pitt et de Cobourg. Déjà les principales communes du Midi avoient fait la contre-révolution dans leurs murs, en détruisant les sociétés populaires et subjuguant les patriotes. Des agens infidèles avoient osé méconnoître, menacer même la représentation nationale. L'aristocratie, protégée par la puissance de la faction royaliste que la Convention renfermoit dans son sein, levoit insolemment la tête; il falloit attaquer le mal dans sa source, et la source du mal étoit dans la Convention. Il fallut donc faire dans la Convention même, la révolution du 31 mai.

Elle a sauvé la liberté; mais elle servit de prétexte aux malveillans, pour tout bouleverser dans la république. La révolte devint presque générale au Midi et à l'Ouest de la France. Le fédéralisme, ou plutôt le rétablissement de la royauté, en étoit le but. Des administrations infidèles brisant tous les liens de la subordination, se permettent de lever des troupes, et d'arrêter les caisses publiques. Ces usurpateurs insolens de l'autorité du peuple affectent de méconnoître

la loi. Des villes autant audacieuses que criminelles, menacent la Convention nationale, et se mettent en état d'attaque et de déffense contre la république entière.

Ces désordres étoient combinés depuis long-tems par les enemmis extérieurs de la république ; ils ne manquèrent pas de les mettre à profit. Cobourg s'empare de Condé, de Valenciennes, du Camp de Famars. Mayence est vivement bombardée par Brunswick, et la garnison forcée ensuite de rendre la place, pour n'avoir pas été suffisamment approvisionnée par Custines. L'Espagnol pénètre dans notre territoire, s'empare, à la suite d'une trahison manifeste, de Bellegarde, de Port-Vendre, du Fort Saint-Elme, de Collioure, et menace Perpignan. Le gouvernement anglois achète Toulon, et marchande nos autres places maritimes, porte la désolation dans nos Colonies; fait incendier nos arsénaux, poignarder les représentans du peuple, assassiner les plus zélés défenseurs de la liberté ; paye toutes les trahisons, organise une seconde Vendée dans la Corse ; alimente les troubles désastreux de l'intérieur, solde l'armée des brigands commandés par Charrette dans la Vendée, par Precy à Lion, et Paoly en Corse. Les rebelles font des progrès rapides dans les départemens voisins de la Vendée ; s'emparent d'Angers, de Saumur, assiègent Nantes, et menacent d'intercepter les subsistances de la commune de Paris.

Telle étoit la situation de la république lorsque la Convention nationale ferme à son poste, bravant tous les dangers, méprisant toutes les furies de l'aristocratie, présenta cette constitution sublime que le peuple accepta avec transport. Les assemblées primaires envoyent leurs vœux par des commissaires qui se réunissent le 10 août à Paris. Une fête simple et

majestueuse est célébrée; l'acceptation de la constitution est proclamée au Champ de Mars. Le peuple remet la foudre de sa toute puissance entre les mains de la Convention nationale, fournit des nouveaux défenseurs appelés par la première réquisition; et la Convention nationale dirigeant d'une main ferme et hardie la massue révolutionnaire qui lui a été confiée, parvient à terrasser les ennemis intérieurs et à vaincre les ennemis du dehors. Des representans du peuple, des généraux, et plusieurs autres chefs des conspirations sont frappés par le glaive de la loi. Les autorités constituées sont épurées, le gouvernement révolutionnaire est créé, un juste châtiment frappe les coupables; de bonnes loix sont faites pour le peuple; les rebelles de l'Eure, du Calvados et de la Gironde ne sont plus; Marseille et Lion sont rendus à la république; les Anglois sont battus devant Dunkerque et ignominieusement chassés de Toulon; les Espagnols sont repoussés aux Pyrennées, et les Piémontois au-delà du Mont-Blanc; les rebelles de la Vendée sont exterminés; le traître Paoli est battu en Corse; des renforts sont envoyés aux armées du Nord et du Rhin pour résister à celles de Cobourg et de Brunsvick, et l'état des choses devient chaque jour plus rassurant pour les amis de la liberté.

Cependant il existoit encore une branche de la grande conspiration; celle qui devoit livrer Dunkerque au duc d'York, Landau et Strasbourg au roi de Prusse, Maubeuge à Cobourg, et Perpignan aux Espagnols. heureusement elle fut découverte à temps; et la république en a été quitte pour quelques revers de plus.

L'état-major de la garnison de Dunkerque étoit corrompu; il fut changé ainsi qu'une partie de la garnison, et la place fut sauvée. L'armée du duc d'York, après la fameuse bataille de Houscoots,

gagnée par les républicains, en dépit de leur général, fut mise en déroute, et eût été taillée en piéces, ou forcée de mettre bas les armes, si Houchard, digne élève de Custines, au lieu de protéger la retraite de l'armée ennemie et lui donner le tems de se renforcer, avoit exécuté le plan du comité de salut public. Il eut pû faire prisonnier le duc d'York, s'emparer d'Ostende, entrer dans la Belgique, enlever les approvisionnemens de l'armée de Cobourg, et la forcer d'évacuer Condé et Valenciennes, ou de périr sur notre territoire. La conduite opposée du général Houchard exposa notre armée aux plus grands dangers : elle fut forcée à un pas rétrograde dont le résultat fut un nouveau progrès pour les ennemis. Cobourg s'empara du Quesnoy et menaça Péronne; bientôt il cerna Maubeuge, qui fut ensuite délivrée après un combat sanglant, où l'ennemi eut été entiérement défait, si la garnison avoit secondé l'armée, et si nos troupes n'avoient encore éprouvé dans cette affaire, une nouvelle trahison qui ne leur permit pas de profiter de leur avantage sur l'ennemi. A la même époque, une autre trahison procure le Fort-Vauban et les lignes de Weissembourg à Brunswick; Landau est bombardée, Strasbourg est menacée; mais enfin, après une foule d'attaques et de combats, où l'intrépidité opiniâtre de nos troupes s'est constamment soutenue, Landau est délivrée par les armées du Rhin et de la Moselle. Les prussiens sont poursuivis jusqu'à Mayence; le drapeau tricolore flotte à Spire, à Neustat et à Trèves; des prises immenses sont faites par ces deux armées, qui, dans ce moment, vivent sur le territoire de l'ennemi, et à ses dépens.

Mais tel a été jusqu'à présent le sort de notre révolution, qu'à peine le peuple François a obtenu une victoire, déjoué une conspiration, que de nouvelles perfidies lui ont suscité de nouveaux dangers. Ainsi

après avoir résisté aux trahisons du tyran, de Lafayette, de Dumourier, de Custines, de Houchard; après avoir mis fin aux débats scandaleux de ses représentans, détruit plusieurs factions, étouffé le fédéralisme dans le Midi, le fanatisme dans la Vendée et dans la Lozère, puni l'insolent royalisme dans Toulon, soumis Lion, Caën, l'Eure, Marseille et Bordeaux ; rétabli l'ordre dans toutes les parties de l'intérieur, repoussé les cohortes barbares des tyrans couronnés de l'Europe; la république a eu bientôt une foule d'autres conjurations à déjouer et de traîtres à punir.

On sait que le système de l'étranger est toujours le même, il change de face suivant les circonstances ; mais son but constant est de rétablir la royauté et d'anéantir la république Françoise. Toutes les factions qu'il a organisées, ne l'ont été que dans cette vue. Souvent elles ont paru n'être pas d'accord ensemble; quelquefois on a vu les agens des cours étrangères s'accuser et se combattre réciproquement; cependant toutes servoient également le despotisme. Une faction a voulu sauver notre dernier tyran, une autre agissoit pour ses frères, une autre pour son fils, une autre pour la famille d'Orléans; une autre pour le duc d'York; une autre pour la dictature de Robespierre. Mais qu'importe aux tyrans du monde, pourvû que la royauté ne périsse pas, et que la république françoise périsse? Ces factions infâmes n'ont-elles pas été d'accord pour organiser l'exécrable guerre de la Vendée, qui a dévoré 200,000 hommes et enlevé un grand nombre de bras à l'agriculture? Ne l'ont-elles pas été pour nous susciter la guerre cruelle qui tous les jours fait verser le sang le plus pur des François? N'est-ce pas à elles qu'il faut attribuer nos divisions intestines, les trahisons que nous avons éprouvées, la dévastation de nos places et de nos arsénaux, le désordre et la ruine de nos Colonies, et tous les fléaux dont nous

avons été accablés depuis la révolution? N'ont-elles pas tout fait pour organiser une guerre civile générale en France, pour armer les citoyens contre les citoyens, le père contre le fils, pour rompre tous les liens de la société, pour empêcher l'acceptation de la constitution, décrier le gouvernement populaire et entraver sa marche, pour avilir la représentation nationale et pour son renouvellement, pour organiser la constitution, afin de désorganiser la révolution; pour affamer le peuple au sein de l'abondance, pour corrompre l'esprit-public, anéantir la fortune nationale, porter la confusion, le désordre et l'effroi dans toute la république, et ne nous laisser d'autre espoir que celui de la tyrannie, de la misère ou de la mort?

Oui, les factions dont la surveillance nationale a déjoué les projets, étoient coupables de tous ces crimes.

Que l'on se rappelle les dangers auxquels la liberté fut exposée par la faction de l'étranger, dont les principaux rôles étoient confiés à Chaumette, à Hébert, à Ronsin et à Vincent.

Hébert et Chaumette corrompoient la morale publique. Le premier, par ses écrits; le second, par l'influence et les moyens que lui donnoit sa qualité d'agent-national de la commune de Paris. Ils fesoient dévaster les églises, et attaquoient brusquement les opinions religieuses, dans la vue de ressuscîter le fanatisme, ou de lui substituer l'athéïsme. Ils prêchoient constamment contre les fortunes, pour rendre ceux qui les possédoient ennemis de la république; ils persécutoient les artistes, pour anéantir les arts; ils décourageoient le génie, pour propager un système d'ignorance et d'abbrutissement capable d'attirer à la nation Françoise le mépris de ses voisins. Ils attaquoient les commerçans pour paraliser le commerce.

Ils crioient sans cesse à la famine pour inquiéter le peuple, et au lieu de proposer des moyens pour la faire cesser, ils fesoient intercepter les approvisionnemens de Paris. Ils outrageoient ou intimidoient l'agriculteur, qui n'osoit plus porter sa denrée au marché. Ils déclamoient contre le gouvenement anglois et ils en étoient les principaux agens. Ils parloient toujours de frugalité, de sobriété; et ils insultoient à la misère publique, par le faste le plus indécent dans leur demeure, dans leur habits. Ils fesoient des repas à cent livres par tête. Le mot désintéressement étoit dans toutes leurs phrases, et une ambition démésurée rongeoit leur ame. Chaumette qui fut un prêtre, et Hébert un ouvrieur de loges, avoient fait des fortunes immenses. Cependant à les entendre, ils étoient pauvres, et on eût dit qu'ils possédoient exclusivement les vertus de l'honnête médiocrité. Tout homme en place qui ne vouloit pas épouser leur parti, étoit un contre-révolutionnaire. Ils méprisoient l'assemblée nationale, et l'avilissoient dans chacun des membres de la Convention, qu'ils vouloient persécuter. Il sembloit que les législateurs de la France ne devoient compte de leur conduite, qu'a ces deux conspirateurs. Ils aspirèrent d'abord au ministère, et n'ayant pu y parvenir, ils voulurent faire organiser le gouvernement constitutionnel, pour être portés au conseil exécutif. A les entendre, il falloit renouveller la Convention parce qu'elle étoit usée, ou au moins proscrire la moitié de ses membres. Jamais scélérat n'a joint autant d'audace à tant de perversité.

Ronsin et Vincent étoient dignes d'être leurs coopérateurs. Le premier fut un des généraux de l'armée de l'Ouest, il y fit tout pour le succès des rebelles et pour le massacre des républicains. C'est lui qui transmettoit nos plans de campagne à Charrette chef des brigands: ensuite il devint commandant de l'armée révolutionnaire.

mée révolutionnaire, et cette nouvelle qualité fut pour lui un moyen puissant de mécontenter les habitans des campagnes et de servir les ennemis de la république. Vincent étoit le secrétaire en chef des bureaux de la guerre, il agissoit de concert avec Ronsin, Hébert et Chaumette. Sa place lui donnoit la faculté de connoître toutes les operations ministérielles, il pouvoit abuser facilement de la signature du ministre, et il étoit un des personnages les plus importans de la faction.

Le plan de cette conjuration atroce étoit vaste, aussi il fut combiné long-tems. Une tranquillité apparente règnoit dans Paris et dans les départemens, mais c'étoit le calme de la mort. Les conspirateurs avoient des complices par-tout; ils firent d'abord demander une armée révolutionnaire pour chaque département: ensuite ils proposèrent de porter l'armée révolutionnaire à 50 ou 100 milles hommes. Des gens à moustache, à bonnet rouge, à pantalon, à grands sabres, étoient accourus à Paris par leurs ordres, et lorsqu'ils crurent que le moment favorable étoit arrivé, ils firent voiler les droits de l'homme dans un lieu destiné à être l'asyle de la liberté, et tentèrent une insurrection populaire contre la Convention nationale: c'étoit elle et la société des Jacobins qu'ils vouloient anéantir; l'une et l'autre devoient être impitoyablement massacrées par la main parricide des conspirateur. Les prisons devoient être ouvertes; déjà Ronsin avoit fait la liste des détenus qui devoient augmenter son armée, et de ceux qu'il falloit proscrire. Ils devoient égorger les patrouilles, s'emparer des corps-de-garde, de l'arsénal, du trésor public, sortir du temple le fils de Capet, le présenter pour roi au peuple et assassiner tous ceux qui refuseroient de le reconnoître. Heureusement ce projet fut découvert avant le jour où il devoit s'exécuter.

Les agens de cette faction étoient nombreux, chacun en exécutoit un rôle, tous visoient au même but. Les uns qu'on a appelés les indulgens, sollicitoient une amnistie en faveur du crime, pour poignarder la patrie : les autres avilissoient la représentation nationale par la corruption et l'immoralité. Un nommé Batz agent de Pitt, étoit le directeur de cette branche de la conspiration. L'agiotage en formoit une autre, des banquiers en étoient les chefs. Le prince de Galles, compagnon de débauche du duc d'Orléans, avoit ouvert en France, un emprunt pour payer la dépense des scélérats à la solde du gouvernement anglois. Quelques mandataires infidèles étoient vendus à cette faction; s'ils n'en étoient pas les chefs, ils firent un trafic honteux de leur suffrages, à l'exemple de la majorité des membres du parlement d'Angleterre. La même faction voulut aussi détruire la représentation nationale par l'assassinat; quelques hommes, instrumens de la faction, devoient se servir des poignards que Pitt avoit envoyés de Londres; tandis que Dom Gerles et Catherine Théot, qui avoit pris le nom de mère de Dieu, en égaisoient d'autres, pour les remettre dans les mains de ceux qu'ils fanatisoient.

D'autres s'occupoient à ruiner la république, en dilapidant ses fonds, décriant notre papier-monnoie, et faisant circuler des faux assignats; en s'attachant surtout à dégoûter les soldats, en leur refusant le nécessaire et leur faisant de mauvaises fournitures. L'abbé d'Espagnac, digne disciple de Calonne et de Dumouriez, étoit employé dans cette partie.

Les hypocrites et les faux patriotes étoient également dignes de servir l'étranger. On a vu dans toute la république une foule d'hommes aristocrates ou indifférens, qui n'ont jamais rien fait pour la révolution; ou plutôt qui ont tout fait pour entraver sa marche,

devenir tout-à-coup les patriotes les plus révolutionnaires. On les a vu accuser de modérantisme ceux de 1789, les persécuter dans plusieurs lieux, les dénoncer, les jetter dans les cachots, décrier presque partout les commissaires de la Convention nationale, s'ériger en censeurs de leurs travaux, créer des sociétés populaires dont ils empêchèrent autrefois la formation, et s'emparer, par intrigue, des emplois publics. Le masque d'un grand nombre de ces hommes pervers est tombé; quelques-uns sont punis; les autres ne tarderont pas à l'être.

Mais il étoit une autre faction qu'on a appellée *mère* de toutes les factions : c'est celle qui accommodoit toutes les autres. Elle fut la médiatrice de celles des Mirabeau, des Lameth, de Lafayette, de Dumouriez, de d'Orléans, de Capet, de Brissot, d'Hébert, de Chabot et de Fabre-d'Eglantines : c'est cette faction qui conduisoit toutes les autres vers le but de la tyrannie, et les rendoit propres au système de la royauté; c'est elle qui dirigeoit la révolte et le plan contre-révolutionnaire des maisons d'arrêt de Paris; c'est elle qui devoit présenter au peuple le petit Capet.

Enfin il en fut une d'un autre genre, qui pensa dévorer la liberté, au moment même où les plus brillantes victoires sembloient affermir la République : c'est la faction de Robespierre.

Cet énergumène féroce et vindicatif comme Sylla, audacieux et entreprenant comme Catilina, hypocrite, méfiant et ambitieux comme Cromwel, aspiroit, depuis quelque temps, à une domination despotique, qu'il vouloit fonder sur les débris du trône de notre ancien tyran.

Pour y parvenir, il créa lui-même d'autres factions, et s'en servit aussi long-temps qu'elles purent lui être utiles; ensuite il aida à les détruire, lorsqu'elles auroient pu nuire à ses projets liberticides.

Il parloit sans cesse de lui et du peuple : il le flattoit pour le séduire. Les mots *vertu*, *morale*, *humanité*, *justice* étoient constamment dans sa bouche, et la plus vile corruption dans son cœur. Depuis la révolution, il s'occupa artificieusement à maîtriser l'opinion publique, à étouffer les talens et les arts, pour se mettre lui-même au-dessus de toutes les réputations. Également lâche et orgueilleux, il ne se montra jamais dans aucune occasion périlleuse; et cependant, il s'attribuoit le mérite exclusif de tous les événemens mémorables qui se sont succédés depuis 1789, et de l'anéantissement de toutes les factions.

A l'entendre, on eût dit que c'étoit l'unique sauveur de la patrie. Aussi, si quelquefois il soupçonnoit une attaque dirigée contre lui, il crioit avec affectation qu'il étoit entouré de poignards, qu'on en vouloit à sa vie ; et par conséquent, que l'on conspiroit contre la liberté publique. A la fois arrogant, jaloux et vindicatif, il condamnoit impitoyablement toutes les opinions qui pouvoient contrarier la sienne. Si l'existence de quelqu'un pouvoit lui donner de l'ombrage, il le présentoit comme complice d'une faction pour le perdre. Il souffroit modestement d'être appellé *l'immortel*, *l'incorruptible*, *le vertueux*, par excellence. Il étoit dévoré par les passions les plus cruelles. Lui seul avoit le droit exclusif de la tribune, lui seul savoit dire la vérité, lui seul étoit infaillible. Celui qui s'avisoit de tirer des conséquences de ses discours, ou de ne pas soumettre sa pensée à la sienne, étoit sûr d'éprouver bientôt sa colère.

Il fit déléguer, par la convention, des pouvoirs immenses au comité de salut public, dont il étoit membre; il lui fit déléguer sur-tout le pouvoir détestable de faire des exceptions aux loix. Il maîtrisoit le comité à l'aide de ses complices Couthon et St.-Just : il faisoit des loix, au nom des comités, par des arrêtés qu'il ne

soumettoit point à la Convention. Il ordonnoit des arrestations par caprice, par méchanceté, par vengeance, pour le plaisir de mal faire ; et il présentoit sa propre volonté à la Convention, comme le vœu du comité.

Depuis long-temps les triumvirs maîtrisoient aussi la société des Jacobins où ils faisoient admettre leurs partisans, et en excluoient ceux qu'ils vouloient proscrire. Les journalistes, sans cesse menacés, n'écrivoient dans leurs feuilles que ce qu'ils leur dictoient. Ils avoient placé au tribunal révolutionnaire quelques créatures dépositaires de leurs listes de proscriptions ; ils en avoient placé d'autres à la tête des commissions exécutives, à la Commune, aux comités de surveillance et dans presque toutes les autorités constituées de Paris ; ils en avoient aussi dans les armées et dans les départemens. Avec ces moyens, ils avoient le droit exclusif de tout faire.

Ils ranimoient le fanatisme par un nouveau genre de superstition ; ils flattoient des hommes pour en perdre d'autres ; ils les divisoient pour régner sur tous ; ils inventoient des factions pour avoir des victimes ; ils créoient des partis pour assassiner la liberté ; et, à en juger par leur influence, on eût dit que Robespierre étoit le roi de Paris, Couthon celui du Midi, et St.-Just celui du Nord. Ces trois personnages étoient devenus si importans, qu'ils ne marchoient jamais sans quelques sbires. L'insolence de leurs gardes-de-corps répondoit à leur pouvoir despotique. On ne pouvoit les regarder sans les insulter, et tel étoit le dégré de nullité où les triumvirs avoient réduit la Convention nationale, depuis que ses membres pouvoient être jettés dans les fers sans sa participation, que personne n'osoit y manifester son opinion, et ne le pouvoit sans s'exposer à passer pour un conspirateur. Ils avoient porté la méfiance et la terreur dans tou les

esprits. On n'osoit ni se parler, ni se regarder en leur présence. Après avoir étouffé la liberté de la presse, ils voulurent attaquer la liberté de penser.

Ainsi Robespierre, avec le secours de quelques hommes aussi pervers et aussi sanguinaires que lui, avec des médiocres talens, de l'orgueil et de la dissimulation, étoit parvenu au règne de la dictature ; et la réussite de son dernier crime eût anéanti à jamais la liberté. La dissolution de la Convention nationale, le massacre de tous ceux qui auroient voulu résister à la tyrannie, l'asservissement des autres, tel eût été le résultat de son entreprise téméraire, si le génie de la liberté n'eût encore présidé aux destinées de la France ; si la Convention nationale et le Peuple de Paris n'eussent exterminé Catilina et ses complices, dans la nuit mémorable du 9 au 10 thermidor (1).

---

(1). Dans la séance du 8 thermidor, Robespierre prononça un discours, ou plutôt un libelle qui fit connoître ses projets à la Convention. Le même jour, il en répéta la lecture à la société des Jacobins. Le 9, St.-Just commença la lecture d'un autre libelle à la tribune de la convention. Tous les esprits en furent indignés. Catilina et ses complices furent enfin proscrits. Il fut porté, à l'unanimité, un décret d'arrestation contre Robespierre frères, Couthon, St.-Just et Lebas ; contre Henriot, chef de la garde nationale parisienne ; contre son état-major et Dumas, président du tribunal révolutionnaire. Tous ces brigands, après s'être soustraits par la violence au décret de la convention, se réfugièrent dans la maison Commune. Le conseil-général et quelques faux Jacobins avoient conspiré avec eux : ils tentèrent de soulever le peuple de Paris en leur faveur : mais le peuple connut le piège, et vint servir de rempart à la Convention. Les conspirateurs furent mis hors la loi, dans la nuit du 9, et le 10, ils portèrent leurs têtes à l'échaffaut, accompagnés de l'exécration publique.

L'aristocratie a voulu faire tourner cet évènement mémorable à son profit. A l'entendre, on diroit que

Chacune de ces factions criminelles avoit voulu s'approprier les débris de celles précédemment détruites ; elles tendoient toutes à l'anéantissement de la liberté ; mais elles ont péri, et la liberté restera à la nation française.

La convention nationale ne s'est pas bornée à déjouer les conspirations ; elle s'est livrée à d'autres travaux également importans pour la République. Sa mission étoit glorieuse et pénible : elle la remplit parfaitement ; elle mérita la confiance du peuple, puisqu'elle a mérité la haine de ses ennemis, sur-tout des rois de l'Europe qu'elle a vaincus.

C'est elle qui a proscrit solemnellement la royauté et fondé la République sur les bases de la justice, de la raison, de la probité et de la vertu. Elle a substitué au règne du despotisme celui de la liberté et de l'égalité, et a étendu ce bienfait aux Nègres. Elle a déjoué tous les complots, puni les traîtres et rétabli l'ordre dans l'intérieur. Elle a étouffé à la fois l'athéisme et le fanatisme, rétabli la morale publique ; elle a extirpé la féodalité, fait les suppressions et les réformes les plus salutaires ; elle a porté des loix sévères et justes contre les émigrés, les prêtres réfractaires et les étrangers. Elle a amélioré le trésor de l'état, rétabli le crédit national et la confiance publique pour les assignats ; elle a proscrit l'agiotage, liquidé la dette

---

tous les hommes détenus dans les maisons d'arrêt, sont victimes de la faction de Robespierre ; que tous les conspirateurs jugés par le tribunal révolutionnaire, étoient des gens de bien que cette faction avoit proscrits. Suivant elle, les meilleurs patriotes sont les complices de Robespierre, et dans leur sens, les aristocrates sont les seuls dignes de la confiance du peuple. Cette nouvelle manœuvre, imaginée pour faire rétrograder la révolution et assassiner la liberté, est connue et n'aura pas plus de succès que les autres.

publique, ordonné un emprunt forcé sur les riches, assuré le paiement des créanciers de la nation ; et malgré l'énormité des dépenses de la République, elle a mis les finances dans un état de perfection que les tyrans ne connurent jamais. Elle a aboli la mendicité, a créé des maisons de secours pour les indigens, et assuré une existence honnête aux défenseurs de la Patrie et à leur famille. Elle a proscrit l'accaparement des denrées ; fixé un *maximum* au prix des marchandises ; rétabli la circulation des subsistances et l'approvisionnement des marchés. Elle a anéanti la chicane du Palais et les substitutions ; décrété le code civil, ordonné le partage des successions par égales parts, et appellé au droit de succéder les enfans nés de parens non-mariés. Elle a aussi ordonné le partage des communaux. Elle a fait des loix sages pour l'instruction publique, l'amélioration de l'agriculture et du commerce, l'encouragement et la perfection des arts. Elle a créé un tribunal révolutionnaire, qui a puni une foule de conspirateurs, et dont l'institution porte l'effroi dans l'ame des méchans. Elle a présenté une constitution républicaine au peuple françois. Elle a fait réparer les routes, les fortifications, les ports, les arsénaux. Elle a établi un grand nombre de fabriques d'armes, de poudres et de salpêtre ; réorganisé la marine, et mis les forces navales sur un pied respectable. Elle a formé quatorze armées, dont elle a expulsé les traîtres et les hommes corrompus ou suspects ; a pourvu à leurs besoins et à leurs approvisionnemens. Elle a créé l'école de Mars, où de jeunes élèves apprennent l'art de terrasser les rois et leurs satellites. Elle a supprimé le ministère, et organisé un gouvernement révolutionnaire, dont la force contient les ennemis intérieurs et repousse ceux du dehors. Elle a repris l'énergie que le Catilina moderne lui avoit enlevée durant quelques instans ; elle a secouru les victimes de ce scélérat, et à

réparé les injustices qu'il avoit faites au nom de la nation. Enfin, c'est elle qui console les infortunés ; punit le crime, épouvante tous les tyrans du monde, et garantit le salut de la patrie.

Cependant, toutes ces belles choses ne sont pas l'ouvrage seul de la convention nationale ; le peuple françois y a puissamment concouru, en secondant le zèle de ses représentans : aucun sacrifice, aucune privation ne lui ont coûté, lorsqu'ils ont pu être utiles à la liberté ; il s'est constamment soumis à l'éxécution de la loi ; il a déféré à toutes les réquisitions que la convention lui a faites, et de simples invitation sont suffi pour en obtenir les nombreux bataillons qu'il a envoyé aux frontières, dans la Vendée, et par-tout où la république a eu besoin de forces militaires. Dans toutes les occasions le peuple françois s'est montré digne de la liberté qu'il défend, et il est pour les autres peuples du monde, un modèle de persévérance, de justice, de probité, de moralité et de vertu.

Les armées de la république ont aussi parfaitement rempli leur devoir ; aucune n'a resté en arrière, pour acquitter les lettres de change qu'elles se sont tirées respectivement du Midi au Nord, de l'Ouest aux Pyrennées et aux Alpes ; sur mer et sur terre. Par-tout elles ont mis la victoire en permanence, par-tout elles ont exterminé les ennemis de la république : elles ont purgé son territoire : on éprouve un sentiment bien doux, lorsqu'après avoir lu le détail de leurs exploits, on ne peut décider laquelle s'est le mieux distinguée, par la probité, le désintéressement, la constance, l'héroïsme. On est obligé de convenir que toutes ont également bien mérité de la patrie.

Ainsi, les merveilles de la révolution sont dues au concours de la puissance du peuple françois, de l'énergie de ses représentans, et du courage des armées

de la république. C'est cet heureux accord qui a anéanti les projets des ennemis extérieurs et intérieurs de la France.

On sait que ce projet fut toujours de conduire des troupeaux d'esclaves a Paris, pour y rétablir la royauté. Mais, voyez comme il s'exécute : le roi de Prusse arrive avec Brunswick et son armée dans la Champagne; il va, dit-il, a Paris pour y rétablir le despotisme, mais il est forcé de retourner à Berlin.

Le Duc d Yorck veut venir à Paris pour s'établir sur les ruines du trône du défunt Capet, il commence une brillante campagne par assiéger Dunkerque et acheter Toulon, mais il est complettement battu devant la première de ces places, et après avoir établi son règne dans la seconde il en est chassé avec sa royauté, et ses esclaves sont immolés à son ambition.

Le tyran de Madrid veutaussi venir à Paris avec son armée de fanatiques, la trahison lui livre quelques Orientales; mais ses lâches satellites en sont chassés, places fortes des Pyrenuées et après avoir mis bas les armes devant l'armée républicaine, avoient qu'ils n'avoient dû qu'a la trahison la conquête momentanée de ces places. D'un autre côté l'armée des Pyrennées occidentales a envahi le territoire espagnol où six mille républicains ont détruit une armée de quinze mille fanatiques, et où quelques centaines d'hommes ont suffi pour l'importante prise de Fontarable et de Saint-Sébastien.

Le petit roi de Turin vouloit aussi se réunir avec ses confrères à Paris, mais il ne put pas seulement reprendre le département du Mont-Blanc, et aller établir sa royauté à Lyon : on assure même que la prise de Saorgio par l'armée d'Italie; et celle du Mont-Cenis et du petit St Bernard par l'armée des Alpes, l'ont tellement effrayé, que sa majesté est sur le point d'émigrer de la capitale du Piémont où il fait par précaution em-

bastiller tous ceux qui détestent sa tyrannie, et désirent l'arrivée des Français.

Enfin, François l'Autrichien et l'immortel Cobourg devoient montrer aux autres alliés le chemin qui conduit à Paris. Ils combinent cette glorieuse et infaillible entreprise avec les brigands de la Vendée, les conjurés du Midi, sur-tout avec l'infâme Dumouriez dont la trahison leur procure les places les plus importantes de la frontière du Nord, et à peine sont-ils dans le Quesnoy qu'ils se croyent à Paris : en conséquence les illustres coalisés établissent trois fabriques de faux assignats; une à Bruxelles, sous la direction du cabinet de Vienne, l'autre à Francfort, sous la direction du cabinet de Berlin, et l'autre à Londres, sous la direction de Pitt. Déjà ils en ont en caisse pour trois milliards, qu'ils hypothèquent sur les biens des patriotes de France.

Un événement imprévu a dérangé ce plan sublime : c'est la défaite de la fameuse armée de Cobourg : en vain les rois avoient-ils réuni leurs ministres à Mastrick pour diriger politiquement leurs affaires : en vain avoient-ils mis à la tête de leurs armées ce qu'ils appellent les militaires les plus renommés de l'Europe; savoir : le colonel Marck, Cornwallis, Kaunitz, Blannkensten, Clairfait; le prince d'Orange, Cobourg, Brunswick, Kalkreut, l'émigré Lambesc, surnommé l'assassin des vieillards. En vain ces grands personnages, ou plutôt ces chefs de brigands, s'étoient-ils retranchés avec leur bande dans des places fortes, dans des forts, dans des soutérains : en vain l'empereur avoit-il fait de belles promesses à ses esclaves; demandé une levée en masse au peuple qu'il opprime, et invoqué les secours des ministres de la religion. Toutes ces convulsions du désespoir ont été inutiles, et Cobourg et ses confrères ont été vaincus par des généraux et des soldats sans-culottes. Ces nobles guerriers n'ont montré l'habileté de leur tactique que dans une fuite honteuse; ils ont été contraints

de reprendre la route de Vienne, pour y conduire ceux de leurs malheureux soldats qui n'ont pas péri sur le sol de la liberté.

Les autrichiens, sur-tout les anglois, se rappelleront long-tems de la fameuse bataille de Fleurus, où quoique supérieurs en nombre, ils furent complétement battus et mis en déroute par les republicains françois. Ils n'oublieront pas non plus la prise de Charleroy, que Pitt disoit impossible, attendu que la place étoit gardée par des Anglois. Cette ville, réduite en cendres, a été témoin de la valeur républicaine. La garnison se rendit à discrétion, s'en rapportant à la générosité françoise. Les villes de Courtrai, Menin, Furnes, Ypres, Tournay, Mons, Bruges, Ostende, Nieuport, Bruxelles, Namur, Malines, Anvers, Liège, le Fort-l'Écluse, ect. sont aussi à la disposition de nos troupes; et les ennemis, après avoir perdu environ 100,000 hommes morts ou faits prisonniers, nous ont lâchement abandonné et les places fortes que la trahison leur avoit livrées au Nord, et toute la Belgique qu'ils disoient leur appartenir, et la belle récolte qu'ils avoient fait ensemencer dans les environs du Quesnoi, de Valenciennes; de Condé et dans les Pays-Bas. Maintenant au lieu de venir à Paris, ils fuyent à toutes jambes pour aller raconter leurs exploits au tyran de Vienne.

De même les anglois qui se disoient les maîtres de la mer, n'ont pas pu soustraire leurs vaisseaux à la capture de notre flotte et de nos corsaires, et empêcher, quoique supérieurs en forces, l'arrivée de l'immense convoi d'Amérique dans nos ports; comme ils n'ont pas pu conserver la Guadeloupe que la trahison leur avoit livrée dans nos Colonies.

Ainsi tous les brigands qui vouloient se réunir à Paris pour subjuguer la France, n'ont pas seulement pu garder leurs frontières; et dans ce moment toutes nos armées occupent le territoire des ennemis, et

vivent à leur dépens : la ruine de leur pays, la misère profonde de ses habitans, la perte de plusieurs milliers d'hommes, la honte d'une défaite entière, et le prochain renversement de leur trônes ; voilà le fruit que les rois coalisés retirent de leur projet insensé ; voilà les résultats de toutes les guerres civiles qu'ils nous ont suscitées, des factions qu'ils ont organisées parmi nous, de tous le sang qu'ils ont fait répandre, de la barbarie qu'ils ont exercée sur des vieillards, des femmes et des enfans, des dévastations qu'ils ont occasionnées et des guinées qu'ils ont répandues pour payer le poison, l'incendie, la famine, les poignards et les trahisons, qui ont été leurs principales armes contre nous.

Maintenant, savez-vous quel sort est réservé aux tyrans qui ont osé faire la guerre à la liberté? Celui de la mort. Leur trônes sont ébranlés et leur chûte prochaine inévitable. Depuis que nous avons déjoué leurs factions et puni leurs agens dans l'intérieur de la république : depuis que nous ne sommes pas trahis, ils n'ont plus de succès contre nous, et bientôt ils n'auront plus ni soldats ni moyens pour soutenir la guerre : le mécontentement est général dans leurs armées et parmi les peuples qu'ils oppriment : le cri de la liberté est déjà parvenu jusque dans leur pays ; et le moment où tous les peuples du monde vont reprendre leur droits et punir leurs oppresseurs n'est pas loin. Les rois de l'Europe n'ont animé leurs esclaves contre nous qu'avec l'hypocrisie, le mensonge et des promesses qui ne se réalisent jamais ; ceux-ci pour récompense de leur service, ont reçu toute sorte de mauvais traitemens de la part de leurs tyrans, et la mort de la part des hommes libres. La misère publique est dans tous les états ennemis. La guerre que l'orgueil des rois nous a déclarée en est la cause, et cette cause ne peut qu'amener un nouvel ordre dans toute l'Europe.

Le cabinet de Berlin n'a plus de ressources, puis

qu'il a été obligé de recourir aux guinées de l'Angleterre. Celui de Vienne n'a ni finances ni crédit, puisqu'il a été forcé d'ouvrir un emprunt qu'il n'a pu remplir : celui de Madrid n'est remarquable que par sa détresse et son absolue nullité, et celui de Turin a déjà absorbé non-seulement tous ses petits moyens, mais encore les secours qu'il avoit reçu de la coalition.

Quant au cabinet de Londres, le plus exécrable de tous, il touche au moment de son entière défection. L'Angleterre ne subsiste que par le commerce, et son commerce est ruiné par la guerre. Sa force est précaire et dépendante de la législation commerciale des autres peuples : elle n'a qu'une fortune factice, son papier-monnoie n'a aucune hypothèque, et va perdre son peu de valeur, lorsque le gouvernement anglois aura entièrement perdu la confiance. Déjà il est obligé de recourir à la force, aux emprisonnemens arbitraires et à toutes les vexations pour la conserver. Ces moyens sont les plus sûrs pour la lui faire perdre. Que reste-t-il donc à l'Angleterre ? Une dette énorme qui excède la valeur réelle de son avoir, des chiffons de papier, la honte de ses crimes, et l'espoir d'une banqueroute inévitable.

Lorsque l'infâme coalition s'est formée contre la France, chacun des coalisés avoit ses vues particulières; mais tous avoient l'intention ou de rétablir à leur profit le despotisme absolu en France, ou de prendre leur part dans le partage de son territoire. Ainsi le duc d'York aspiroit à la couronne; mais dans tous les cas, le gouvernement anglois se réservoit Dunkerque, Toulon et les Colonies.

On avoit promis au roi de Prusse une portion de la dépouille de la France; mais sur-tout on avoit promis de lui assurer la portion qu'il avoit eu dans le partage de la Pologne, fait entre lui et l'impératrice de Russie.

On laissoit à l'empereur les conquêtes qu'il feroit avec le secours des autres puissances, c'est-à-dire, la Lorraine, l'Alsace et la Flandre.

Le Roussillon, la Navarre Françoise et les contrées voisines de l'Espagne, devoient appartenir au tyran de Madrid, et celui de Turin devoit devenir roi du Dauphiné, de la Provence et des pays voisins.

On promettoit au pape le rétablissement de ses annates et le Contat-Vénaissin.

Le roi de Naples n'a figuré dans la coalition, que pour l'honneur de s'associer aux illustres alliés.

Mais l'impératrice de Russie a tenu une marche plus adroite. Elle a beaucoup promis et n'a rien exécuté. Tout en flattant et encourageant les coalisés, elle s'est bornée politiquement à ourdir les moyens d'aggrandir sa puissance aux dépens de ses voisins.

Tous ces vastes plans des ennemis de la république ont échoué, parce qu'ils n'avoient pas calculé la valeur françoise, ni la puissance de la liberté, et parce que leur monstrueuse coalition n'étoit fondée que sur l'injustice et sur une fausse politique.

En effet, de quel droit les rois de l'Europe, en épousant la cause des émigrés, ont-ils résolu d'anéantir la France, et de donner des fers au peuple qui l'habite ? Qu'elle politique a donc pu les déterminer à une démarche aussi téméraire? A-t-il jamais été de l'intérêt de l'Autriche de s'unir à la Prusse? Et l'Angleterre a-t-elle pû s'allier sincèrement à l'Espagne? Pourquoi les calvinistes anglois sont-ils devenus tout-à-coup les amis du Pape et les défenseurs zélés de la religion catholique?

Ensuite le projet d'anéantir la France n'étoit-il pas un projet insensé? Est-il quelque puissance sur la terre qui puisse résister à la volonté d'un grand

peuple, fortement prononcée pour la liberté? D'ailleurs n'est-il pas de l'intérêt de l'univers, que la France existe et que la liberté y soit affermie? Que deviendroit le monde politique, si la puissance qui garantit l'indépendance des médiocres états venoit à périr? Les petits princes germaniques, les villes réputées libres de l'Allemagne, seroient dévorés par les maisons ambitieuses de l'Autriche et de Brandebourg. La Suède et le Dannemark seroient à la merci de leurs voisins. Le turc ne seroit plus compté parmi les puissances européennes. Venise n'auroit plus ni commerce ni aucune autre espèce de richesses. La Toscane, Gênes et l'Italie, perdroient absolument leur existence et deviendroient le jouet des despotes. La Suisse ne connoîtroit plus que la misère et la dépendance. Guillaume-Tell n'auroit laissé que des successeurs indignes de son énergie et de la liberté qu'il leur avoit transmise. Les américains tomberoient sous le joug honteux des anglois, et l'Angleterre elle-même seroit écrasée sous le poids immense de sa détresse réelle et de ses crimes. La balance politique disparoîtroit du monde, et l'Europe asservie deviendroit la proie de quelques brigands, qui s'en disputeroient les lambeaux.

Mais l'heureuse situation de la république doit faire disparoître ces craintes. Voyez d'abord le spectacle imposant qu'elle donne à l'Europe. De toutes parts la France est cernée par les esclaves des tyrans. Des factions criminelles la déchirent dans toutes ses parties, des guerres civiles lui sont suscitées; des trahisons multipliées livrent ses places fortes aux armées ennemies. La famine, le poison, les poignards, le discrédit, la méfiance, la calomnie, l'immoralité sont tour-à-tour employés contre elle, et les tyrans croient avoir étouffé la liberté dans son berceau: ils se sont trompés. La république françoise a mis sur pied

douze

douze cens mille hommes, et quatorze armées ont dans peu de tems terrassé à la-fois les ennemis de l'extérieur et ceux de l'intérieur. Les factions ont disparu, les guerres civiles sont éteintes ; la nature a secondé la liberté, en nous prodiguant l'abondance, et les vaisseaux ennemis, arrêtés par nos marins, nous ont apporté des provisions ; la France est débloquée et nos troupes occupent le territoire ennemi.

Portez ensuite vos regards sur l'état de nos finances, sur nos richesses et sur nos moyens.

Les biens du ci-devant clergé, ceux de la couronne, des émigrés et des contre-révolutionnaires appartenant à la Nation, sont évalués à plusieurs milliards : par-tout ces biens se vendent le double de leur valeur ; le crédit public est parfaitement rétabli ; la dette de l'état est connue et liquidée, et les créanciers sont assurés de leur payement ; notre papier-monnoie n'éprouve plus d'embarras dans la circulation, depuis que l'infâme commerce de l'agiotage est détruit : leur hypothèque est sûre ; nous avons d'ailleurs des valeurs immenses en espèces d'or et d'argent au trésor public ; et faliût-il soutenir encore la guerre plusieurs années, nos ressources en hommes, en munitions de guerre et de bouche et en finances ne seroient point épuisées. Par-tout les armes et le salpêtre se fabriquent avec le zèle le plus ardent. Dans nos ports on travaille sans relâche à la construction et à l'armement des vaisseaux, et par-tout les citoyens se disputent la gloire des actions patriotiques.

La liberté est donc assurée à la nation françoise, et nulle puissance au monde ne peut la lui ravir. La république, qui la garantit, est invincible comme la raison ; elle est immortelle comme la vérité ; elle est fondée sur les bases de la justice et de la vertu ; et le pouvoir du crime est nul contre elle Tout présage que son sublime exemple sera bientôt imité par les peuples

voisins : l'histoire rappellera que la république française a brisé les chaînes du monde entier ; il sera à-la-fois curieux et satisfaisant pour nos neveux d'y trouver à côté du tableau des vertus républicaines de leurs ancêtres, celui des crimes des tyrans qu'ils ont vaincus.

Déjà la Pologne a secoué, par une insurrection subite, le joug de la Prusse et de la Russie ; la Turquie menace de se venger des outrages que l'Autriche lui a faits. Les États-Unis d'Amérique, et la république de Gênes, nos alliés, ne peuvent se dispenser de rompre les liens de la paix avec l'insolent gouvernement Britannique. La neutralité armée de la Suède et du Dannemarck, la demande que la Russie fait à l'empereur, de 24 mille hommes pour subjuguer la Pologne, et à l'Angleterre des vaisseaux et de l'argent, pour se mettre en état de défense contre la Suède et le Dannemarck, l'intimité de la Suisse avec la république française, l'entrée triomphante de nos armées dans les pays ennemis, l'impuissance des rois, la défaite de leurs troupes, le mécontentement des peuples à qui les rois font soutenir une guerre cruelle sans motifs légitimes, et plus encore la diversité d'intérêts des cabinets de l'Europe, n'annoncent-ils pas une révolution prochaine chez nos voisins.

En attendant de-là la prospérité de la république, sa force et sa puissance s'accroissent de jour en jour ; son gouvernement s'affermit, et le peuple françois peut enfin compter sur un avenir heureux.

Sa constitution est établie sur les principes immuables de la nature, de la raison, de la justice, de la liberté et de l'égalité. Tous les pouvoirs de son gouvernement émanent de la souveraineté nationale, et la déclaration sublime des droits, en lui garantissant sa liberté, le rassure contre l'usurpation du despotisme. Les loix seront soumises à sa sanction, et ne pourront être que l'expression de sa volonté. A la paix, la dette publique

sera entièrement acquittée; la dépense du gouvernement sera connue de tout le monde, et l'organisation des finances sera tellement simplifiée que l'artisan le plus rustique pourra être un financier. Chacun connoîtra la dépense publique, le peuple ne paiera de contribution que par raison de cette dépense annuelle qui ne sera jamais excessive. La féodalité ne sera plus connue en France, et le peuple n'aura plus à payer ni dîmes, ni censives, ni corvées. La propriété et le commerce seront libres comme les personnes: le peuple ne sera plus opprimé ni par les rois, ni par les intendans, ni par les parlemens, ni par les seigneurs, ni par les riches, ni par aucuns privilégiés. Tous les hommes seront égaux devant la loi; ils vivront dans l'indépendence. Les prêtres et les gens de pratique ne porteront plus le désordre dans les familles. La saine morale succédera au fanatisme, et la conciliation à la chicane. La plus étroite fraternité unira tous les François.

Le règne de la liberté assure pour toujours le bonheur aux hommes. Jean-Jacques a dit qu'elle s'acquiert, mais qu'elle ne se recouvre jamais. Songez donc à la conserver par la pratique de la vertu. Etouffez les passions de l'inimitié, de le vengeance, de la jalousie, de l'amour-propre, de l'intérêt personnel; ne conservez que celles de l'amour de la patrie, du bonheur commun. Que chacun le trouve dans la prospérité de la république; que l'égalité et le mérite soient les seules bases des distinctions sociales: que la loi soit le guide de tous; que la probité, la justice et la bonne-foi dirigent les actions des hommes; que les principes de la vérité et de la raison succèdent à l'hypocrisie et au préjugé, l'humanité à la barbarie, le désintéressement à l'ambition, la modestie à l'orgueil et à l'intrigue, la franchise à la dissimulation, la di-

gnité magnanime à l'insolente vanité, la générosité à l'ingratitude, et la liberté est impérissable.

La vertu mise en pratique est la base fondamentale de la république, comme les arts en sont la décoration. C'est aussi dans la pratique de la vertu que réside le vrai bonheur. L'homme en place le trouve dans le bon usage qu'il fait de son autorité, le riche dans les secours qu'il donne à l'indigence, l'homme privé dans la satisfaction qu'il éprouve en remplissant ses devoirs par de bonnes actions; le malheureux dans sa résignation constante aux ordres de la providence et dans l'espoir d'un sort plus heureux. Enfin chacun le trouve dans l'observation des loix salutaires, prescrites à l'homme pour son bonheur. Voulez-vous donc consolider la république et être heureux avec elle, observez les maximes de la sagesse, de la justice, de la raison. Reconnoissez l'existence de l'Etre suprême qui est l'auteur de la nature, et célébrez son culte par la pratique des devoirs de l'homme.

Le lien sacré qui unit l'homme à l'auteur de son être, est la base la plus solide et la plus respectable de la moralité. L'idée de l'existence de l'Eternel fortifie l'espoir de l'homme, le rappelle sans cesse à la justice et à la probité, porte la consolation et la paix dans son ame, et lui donne le courage de supporter les maux passagers de la vie.

Tous les hommes illustres, dont l'histoire raconte la vie, ont reconnu et honoré l'Eternel. Ils regardoient cette opinion comme le fondement inébranlable du repos et du bonheur de l'homme. Jean-Jacques a prétendu que c'est un sentiment de sociabilité, auquel sont attachés les devoirs éternels de la morale, et sans lequel il est impossible d'être bon citoyen.

Mais est-il besoin d'autre autorité que celle de la nature? Le soleil, les astres, la reproduction de

choses, la terre, le sublime mouvement qui donne la vie au monde, toutes ces merveilles pourroient-elles être l'effet du hasard ?

Chérissez la patrie comme la mère commune, la liberté et l'égalité, comme un don précieux de l'auteur de la nature. Abhorrez le fanatisme, l'aristocratie et la tyrannie qui ont si long-temps dégradé l'humanité. Soyez reconnoissans envers les défenseurs de la patrie blessés aux combats ; respectez leurs cicatrices, et honorez la mémoire des martyrs de la liberté.

L'amour sacré de la patrie sacrifie tout à l'intérêt public. Il conduit a la bonté des mœurs, comme la bonté des mœurs mène à l'amour de la patrie. Ainsi celui qui aime sincèrement son pays, est un homme vertueux ; car la vertu dans la république est l'amour sincère de la république qui borne l'ambition au seul desir de rendre à sa patrie de plus grands services que les autres citoyens. Tout homme lui en doit, en raison de ses facultés. En naissant il contracte avec elle une dette immense dont il ne peut jamais s'acquitter entièrement.

C'est cet amour de la patrie qui commande la haine du fanatisme, de l'aristocratie et de la royauté, trois monstres également dangereux, puisqu'ils sont l'appui les uns des autres. Le souvenir récent des maux qu'ils ont faits au monde entier, doit suffire pour inspirer une sainte horreur contre ces fléaux de l'humanité. La terre n'est-elle pas encore teinte du sang qu'ils ont fait répandre à grands flots ? Le fanatisme ne connoît ni patrie, ni aucun des sentimens généreux de la nature ; il ne connoît que la barbarie, l'insolence et le crime. L'aristocratie est sa digne compagne : elle assassine la liberté de l'homme et sacrifie l'égalité aux privilèges. Enfin la royauté est l'usurpation de l'autorité suprême du peuple : c'est le despotisme régnant par

le fer et les vices. Proscrivez donc à jamais les uns et les autres. La liberté vous le commande ; et si vous voulez vous préserver de l'esclavage, ayez constamment devant les yeux l'exemple du dévouement sublime de Brutus et de Guillaume-Tell pour leur patrie (1).

Mais pourquoi chercher des exemples dans l'histoire ancienne, lorsque celle de notre révolution nous en

---

(1). Tarquin, le Superbe, dans l'impatience de régner, fit assassiner son beau-père Servius. Il prit possession du trône sans forme d'élection, et sans consulter ni le sénat ni le peuple, comme si c'eût été un bien héréditaire, ou une conquête qu'il n'eût due qu'à son courage et à sa valeur. Parricide et tyran, il avoit ôté la vie à son beau-père et la liberté à son pays. Ce crime atroce fut suivi de plusieurs autres. Il fit périr Marcus-Junius et son fils aîné, comme suspects à sa domination despotique. Mais il s'étoit rendu coupable d'atrocités plus révoltantes encore, lorsque l'impudicité de Sextus, son fils, et la mort violente de la chaste Lucrèce, femme de Collatin, firent éclater cette haine générale que tous les Romains avoient pour le roi et pour la royauté. Cette femme vertueuse, après avoir demandé vengeance à ses parens, s'enfonça un poignard dans le sein, et tomba morte aux pieds de son père et de son mari.

Lucius-Junius, autre fils de Marcus, n'avoit échappé à la férocité du tyran, qu'en feignant d'être hébété et d'avoir perdu l'esprit (ce qui lui avoit fait donner par mépris le nom de Brutus), tandis que les autres sénateurs de Rome, incertains de leur sort, se tenoient cachés dans leurs maisons. Junius-Brutus avoit à venger sa patrie, la mort de son père et de son frère, la pudeur, la vertu, l'humanité outragée et la liberté de Rome. Son indignation s'accrut par l'énormité des crimes de Tarquin ; et il conçut le dessein sublime d'anéantir le tyran et la tyrannie. « Oui, dit il, en » prenant le poignard dont Lucrèce s'étoit frappée, » je jure de venger hautement l'injure qui lui a été

fournit un grand nombre d'aussi sublimes. Voyez ces pères de famille abandonner leurs foyers pour aller

---

» faite ; et je vous prends à témoins, Dieux tout puis-
» sans, que j'exposerai ma vie, et que je répandrai
» jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour empê-
» cher qui que ce soit de régner dans Rome. Ce ser-
ment répété fut le signal d'un soulévement général ;
la race des Tarquins fut proscrite, et on voua aux
dieux des enfers et aux plus cruels supplices ceux qui
entreprendroient de rétablir la royauté.

Brutus, auteur de la liberté, fut élu premier consul ; mais la république naissante pensa être détruite dès son origine par une faction ambitieuse. Les enfans de Brutus se mirent eux-mêmes à la tête de cette faction qui conspiroit contre la liberté. Brutus préférant sa patrie à sa famille, et voulant sincérement le salut de Rome, sans écouter la voix de la nature, fit couper la tête à ses deux fils comme à des traîtres. Cette sévère justice immortalisa Brutus, tandis que la lâcheté de Collatin qui étoit consul comme Brutus et qui avoit à venger la mort de sa femme et sa patrie, perdit la confiance des Romains et fut banni de Rome pour avoir été indulgent envers ses neveux complices des fils de Brutus.

Junius Brutus fut fidèle à son serment. Tarquin voulut rentrer dans Rome par la force des armes, les Romains s'y opposèrent avec une constance invincible ; et à la première bataille qui eut lieu près de la ville, Brutus et Aronce fils aîné de Tarquin s'entretuèrent à coups de lances. Ainsi finit la vie sublime de ce généreux martyr de la liberté. On connoît aussi l'histoire de cet autre Brutus, descendant de celui-là, et dont la mère étoit sœur utérine de Caton, qui conspira si patriotiquement contre la tyrannie de César.

Le ridicule despotisme de Grisler chez les Helvétiens ou Suisses, donna lieu vers le commencement du treizième siècle, à une action non moins héroique et aussi digne de vénération.

Grisler, homme bisarre et cruel, eut un jour la fantaisie de mettre un chapeau au bout d'une perche qu'il fit planter sur la place d'Altorf, avec ordre aux

défendre la liberté et mourir pour elle. Ces vieillards respectables excitant leurs enfans à ce généreux dévouement. Combien de Brutus, de Barra et de Viala la république n'a-t-elle pas produit ? Ou plutôt la république n'a-t-elle pas fait du peuple François un peuple de héros ? Ne trouve-t-on pas tous les principes de la morale, de la liberté, de la justice, de la vertu, du courage, de l'humanité, dans les annales des actions héroïques des républicains françois ? Dans leur patriotique désintéressement ? O ! Combien la mémoire de ceux qui sont morts aux combats doit nous être chère, puisque c'est à eux que nous devons l'affermissement de la république, et peut-être l'Europe entière

---

passans de saluer ce chapeau, comme si c'étoit lui-même. Un laboureur, nommé Guillaume-Tell, ayant manqué à cette bisarre formalité, Grisler le fit venir pour lui demander raison de sa désobéissance ; l'agriculteur s'excusa, en disant qu'il ne connoissoit pas cette loi. Peu content de cette réponse, le ministre autrichien ordonna au laboureur, ou de lui dire la vérité, ou d'abattre d'un coup de flèche une pomme sur la tête de celui de ses enfans qu'il aimoit le plus, ajoutant que s'il manquoit son coup, il lui feroit ôter la vie à lui même. Ce père malheureux n'ayant pu adoucir le tyran, ni par ses pleurs, ni par ses prières, prit la flèche et la décocha avec tant de justesse et de bonheur, qu'il abattit la pomme à 120 pas de distance, sans faire mal à son fils. La joie du père fut égale au dépit du gouverneur, qui, dans le dessein de perdre Guillaume, lui suscita une autre querelle sur ce qu'il avoit mis deux flèches dans son carquois, et voulut savoir de lui à quel usage elle étoit destinée : à te tuer toi-même, lui répondit le laboureur ; ce qu'il exécuta dans le temps que le gouverneur donnoit des ordres pour le faire conduire en prison. Plusieurs citoyens se réunirent soudain à Guillaume, et cette alliance patriotique fut le fondement de la République suisse.

On connoît dans ces deux exemples le sincère amour de la patrie et la haine du despotisme.

sa liberté. Honorons donc les mânes sanglantes des défenseurs de la patrie, respectons les honorables blessures de ceux, qui en combattant pour la liberté, ont échappé à la mort. Autrefois les Athéniens défendirent par un décret public, que les noms d'Harmadius et d'Aristagiton, qui avoient délivré leur pays de la tyrannie, fussent jamais donnés à des esclaves; car ils trouvoient une horrible indignité à flétrir par une si honteuse communication, des noms dévoués à la liberté publique; et nous ne serions pas pénétrés de vénération et de reconnoissance pour les libérateurs de notre pays!

Ne faites à autrui que ce que vous voudriez qu'il vous fût fait, traitez vos semblables comme vous même, défendez l'opprimé contre l'oppresseur; ne tolérez aucun acte arbitraire contre les membres du corps social, et ne souffrez pas qu'il soit porté la moindre atteinte aux droits sacrés du peuple.

Ces principes se trouvent consacrés dans la déclaration des droits de l'homme, dont les bases immuables sont fondées sur la nature et sur l'éternelle justice.

C'est dans cette déclaration immortelle et sacrée, c'est dans la constitution qui en est le résultat, que chaque citoyen apprend à défendre ses droits et à connoître ses devoirs (1).

---

(1) Autant notre constitution est fondée sur les principes qui garantissent la liberté, autant celles des Anglois est infectée des vices du despotisme.

Le peuple anglois, a dit J. J. Rousseau, pense être libre, il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus il est esclave, il n'est rien. Dans les courts momens de sa liberté, l'usage qu'il en fait, mérite bien qu'il la perde:

Il faut, dit Montesquieu, se mettre dans l'esprit, ce que c'est que l'indépendance, et ce que c'est que la

---

Jean Jacques auroit pu dire que la constitution ridicule de la Grande-Bretagne, rend le peuple anglois esclave même durant l'élection des membres du parlement.

Les chambres des pairs et des communes composent le parlement d'Angleterre et d'Écosse; les nobles et les bourgeois, y sont représentés quoique d'une manière illégale, le peuple n'est compté pour rien dans les élections; et par conséquent au parlement. En effet, les pairs se représentent eux-mêmes exclusivement : ce droit est même héréditaire dans plusieurs familles; leur nombre peut-être augmenté selon la volonté du roi, et les pairs ont droit, quoique absens, non-seulement de voter dans leurs chambres par procuteur; mais encore d'élire un certain nombre des membres de la chambre des communes. Nul n'a droit de voter, en Angleterre, s'il ne possède un bien-fonds de 40 schelins par an, et nul ne peut-être élu membre des communes, s'il ne possède un bien fonds de 6,000 livres sterlings, si le candidat a le titre d'écuyer: et de 3000 livres sterlings, s'il n'est que bourgeois : or celui qui n'est pas riche, n'est pas représenté en Angleterre.

Les fonctions des membres du parlement durent sept ans, pour laisser le tems au ministère de les corrompre; leurs pouvoirs sont vérifiés par un comité secret. Le roi peut dissoudre le parlement quand il lui plaît, ainsi la volonté nationale dépend de celle du roi, la chambre des pairs a droit de rejetter les loix adoptées dans celle des communes, ainsi il n'y a que le riche qui soit représenté à la chambre des communes; mais cette chambre est subordonnée à celle des pairs; et toutes sont influencées par les ministres et absolument dépendantes de l'autorité royale; donc les riches mêmes ne sont pas représentés au parlement.

D'ailleurs il n'est pas difficile au roi et aux pairs de porter leurs créatures au parlement. Les candidats payent les votans, et ce moyen est sûr pour le gouvernement anglois, puisqu'il est le distributeur des

liberté, c'est le droit de faire tout ce que les loix permettent. Si un citoyen pouvoit faire ce qu'elles défendent, il n'auroit plus la liberté, puisque tous les autres auroient le même pouvoir. La conséquence du second principe est que la cause d'un opprimé est la cause de tous les membres de la société; aussitôt qu'il est permis à quelqu'un d'opprimer impunément son semblable, lorsque celui-ci n'a pas le moyen de résister à l'oppression, il n'y a plus d'esprit public, il n'y a plus de justice, il n'y a plus d'égalité.

Le motif de toute espèce de société est le besoin que les hommes ont eu les uns des autres. Elle a été fondée sur l'engagement réciproque et solemnel qu'ils ont pris, non seulement de ne se faire aucun mal, mais encore de s'aider mutuellement dans leurs besoins, et de défendre la cause commune. C'est de cet engagement que dérivent tous les avantages de la société et tous les secours nécessaires à l'homme : celui qui ne le remplit pas, par la nature même de la société, mérite d'en être exclu comme un être mal-faisant. Quel est donc celui qui ne se sent pas lié par cet engagement sacré? L'esprit et la raison ne disent-ils pas que l'estime et la bienveillance réciproques sont nécessaires au bonheur commun? Le vrai bonheur, n'est-ce pas celui

---

graces, des guinées et des emplois. Il ne faut donc pas être surpris s'il a toujours la majorité du parlement à sa disposition : aussi le pauvre n'obtient jamais justice au parlement; les frais des pétitions jugées frivoles sont à la charge des pétitionnaires; et on sait que le riche aristocrate trouve toujours frivole la réclamation du pauvre.

Cette vérité se vérifie au parlement, qui plus d'une fois, a fait supporter 500 livres sterlings de frais à des pétitionnaires; et les Anglois oseroient dire qu'ils sont libres.

d'un homme qui, en paix avec lui-même et avec les autres, vit sans crainte et sans remords, aime ses semblables, s'en fait aimer, et mérite par ses bonnes actions l'estime générale ?

Telles sont les premières idées essentielles qui appartiennent aux hommes vivans en société. Ils se doivent réciproquement amitié et bienfaisance. Régis et protégés par des loix légitimement faites, ils sont tous égaux devant elles ; ils leur doivent soumission ; mais aussi ils ne doivent souffrir nul espèce d'arbitraire contre aucun membre du corps social : car cette prérogative barbare est réprouvée par le droit positif comme par le droit naturel ; et son exercice est absolument imcompatible avec la justice, qui est la source commune de tous les rapports humains et la seule base solide de toute autorité. Sans ces principes, aucune société ne pourroit exister sur la terre.

Respectez la liberté des opinions : car la faculté de manifester sa pensée est de droit naturel et garantit la liberté publique. Respectez aussi les propriétés ; car le pacte social les garantit aux propriétaires.

Méprisez les richeesses frivoles, le luxe fastueux et l'ambition. Ils vont presque toujours ensemble et n'habitent jamais avec le bonheur. L'opulence a souvent pour compagne l'inquiétude, l'égoïsme et la mollesse. Le luxe entraîne la ruine des mœurs, et l'ambition mécontente l'homme en l'excédant par des vains desirs, qui se répètent à chaque instant de sa vie. Si le riche a des trésors, l'homme vivant dans la médiocrité, a des mœurs. Celui-là n'existe ordinairement que pour lui, il est presque toujours insensible au malheur des autres, et ne connoît qu'un faux honneur fondé sur des chimères ; celui-ci connoît le véritable honneur, celui d'être utile aux hommes ;

l'amour de la richesse et le luxe qui l'accompagne, conduisent ordinairement à la corruption. Les nations les plus florissantes en ont reçu des coups mortels : témoin la ruine d'Athènes, de Carthage, de la Macédoine, de l'Egypte, de la Syrie et de Rome. C'est ordinairement dans le luxe et l'opulence que se réunissent la cupidité, l'orgueil, l'immoralité, la bassesse et tous les vices qui tôt ou tard mènent à l'esclavage et entraînent la dissolution des empires, tandis que toutes les vertus se réunissent dans les lieux habités par l'honnête médiocrité. Voyez l'asyle de ces agriculteurs paisibles, qui puisent leur existence dans les travaux de la terre. C'est la demeure de la simplicité, de l'innocence, de la générosité, de la franchise, de la paix, du bonheur.

Détestez la paresse comme l'aliment du vice, et aimez le travail comme l'élément de la vertu. La paresse est la source de l'indigence, qui dégrade l'homme et le rend malheureux. Le travail lui donne les moyens honnêtes et naturels de l'éviter. L'homme est né pour le travail, il maintient sa santé et sa vigueur : aussi la maxime du sage est qu'une jeunesse négligente fait une vieillesse indigente. Le fénéant ouvre son ame à tous les vices. L'homme laborieux ne tombe jamais dans cet état d'abjection que la nature réprouve. En vivant du fruit de son travail, il est souvent plus heureux que celui qui possède un trésor.

Regardez l'indigent comme le légitime créancier du riche, ou plutôt que le mot indigence disparoisse de la langue françoise. Il est condamné par les principes de l'égalité, qui font l'essence de la démocratie.

Le malheur intéresse toutes les ames bienfaisantes. L'égoïste seul y est insensible. Un homme généreux

peut-il en voir souffrir une autre sans éprouver lui-même un sentiment pénible et douloureux ordonné par la nature? Un instinct secret qui commande à l'homme de secourir ses semblables, de partager leur peines, ne lui fait-il pas éprouver une satisfaction bien douce, lorsqu'il parvient à les diminuer? La conscience d'un homme de bien pourroit-elle rester tranquille, si elle avoit à se reprocher de n'avoir rien fait pour soulager l'infortune souffrante? Pourroit-il s'estimer lui-même, lorsqu'il n'auroit pas su mériter l'estime de son semblable dans le malheur? Que deviendroit donc ce sentiment sublime de générosité, qui est une des principales bases des sociétés humaines?

La culture et les arts sont les ornemens de la république. Respectez donc et encouragez l'industrieux artisan et le paisible cultivateur, comme les êtres les plus utiles de la société.

Ayez du courage dans l'adversité, de la modestie dans la fortune: l'un est nécessaire pour l'indépendance, l'autre pour être homme de bien.

Éloignez de vous la basse adulation : elle dégrade l'homme : elle sert à le corrompre, et elle est incompatible avec la liberté; elle doit être inconnue dans un pays libre, elle n'appartient qu'au règne des tyrans. Rappelez vous que l'encens prodigué à la Fayette, à Péthion, à Robespierre, a pensé étouffer la liberté. Rappellez-vous que l'homme en place qui fait bien, ne fait que son devoir, rappellez-vous sur-tout que la réputation des hommes n'est rien, et que la patrie est tout (1).

(1) Tout peuple, a dit quelqu'un, jaloux de sa liberté, doit se tenir en garde contre les vertus même des hommes qui occupent des postes éminens. C'est la confiance aveugle qui enfante l'idolâtrie; c'est l'idolâtrie qui égare l'amour-propre, qui réveille l'ambition,

Soyez sevères envers les ennemis de la patrie ; mais soyez justes envers tous les citoyens. Que l'innocent et le foible trouve un appui dans chaque républicain. La clémence est due au malheur, à l'erreur, à la foiblesse. La mort est due au crime.

Instruisez l'ignorant, puisque l'instruction est une dette de la société envers chacun de ses membres. N'abusez jamais du pouvoir qui vous est délégué. L'ignorance et l'abus de l'autorité sont la cause principale des malheurs des nations, de la décadence des empires, de l'avilissement et de l'esclavage des hommes.

Enfin si vous voulez affermir le règne de la liberté, ayez non-seulement pour vous-mêmes et pour la société, les sentimens qui caractérisent l'homme libre et indépendant ; mais encore sachez les transmettre à vos enfans par votre conduite, par votre exemple et par une éducation républicaine; sachez leur inspirer l'amour de la patrie, de la justice, de la probité, de la bonne foi, de la vérité : la haine des rois, des traîtres et des fripons, le desir du bien public, l'horreur du mal, le désintéressement, les bonnes mœurs ; sachez leur apprendre à honorer la vieillesse et le malheur, à mettre en pratique les devoirs de l'homme envers la société et envers chacun des membres qui la composent. Tels sont les principes éternels qui doivent consolider la liberté, immortaliser la république, régénérer l'univers et opérer le bonheur du monde.

---

qui corrompt les ames foibles et disposées à devenir vicieuses. Le fourbe Périclès se servit des couleurs populaires pour couvrir les chaînes qu'il forgea aux Athéniens, il fit croire long-tems qu'il ne montoit jamais à la tribune sans se dire à lui-même, songes que tu as a parler à des hommes libres ; et le même Périclès étant parvenu à s'emparer d'une autorité absolue, devint le despote le plus sanguinaire.

P. S. L'armée commandée par Pichegru, et celle de Sambre et Meuse aux ordres de Jourdan, viennent de se signaler par des nouvelles victoires sur les Hollandais, les Hessois et les Autrichiens. L'invasion de la Holande en sera la suite inévitable. L'armée des Pyrénées Orientales a repris Bellegarde ; et la convention a décrété que ces armées ne cessent de bien mériter de la patrie. Les ennemis extérieurs ne souillent plus notre territoire. Vive la République.